

# PROJET DE CLASSEMENT AU TITRE DES SITES

## DES ETANGS DE SAINT-BLAISE ET DE LA FORET DE CASTILLON

### CR 13

#### Réunion au Conseil de territoire Pays de Martigues le 14 février 2017

##### PARTICIPANTS

NOM	PRENOM	FONCTION	COURRIEL	Présent
CALVIA	Bernard	Chargé de mission classement du site et responsable du site archéologique de Saint Blaise - Direction de l'Aménagement et du Développement Métropole Aix-Marseille Provence territoire CT6 Pays de Martigues	bernard.calvia@paysdemartigues.fr	<b>X</b>
ZAVATTONI	Jean Marc	Elu, vice président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône	jmarczavattoni@gmail.com	<b>X</b>
LAURENT	Eric	Viticulteur	Eric.laurent0120@orange.fr	<b>X</b>
GIRARD	Guillaume	Viticulteur	Girard_guillaume@orange.fr	<b>X</b>
PIGAGLIO	Gilbert	Eleveur	/ Tel: 04 42 30 32 25	<b>X</b>
VILLENEUVE	André	Chef de projet aménagement rural Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône	a.villeneuve@bouches-du-rhone.chambagri.fr	<b>X</b>
NORMAND	Valérie	Inspectrice des sites DREAL PACA	valerie.normand@developpement-durable.gouv.fr	<b>X</b>

##### CONTEXTE

A l'issue de la concertation, le COPIL du 19 octobre 2016 a acté le projet de périmètre de classement des étangs de Saint-Blaise et de la forêt de Castillon, qui sera proposé à l'enquête publique (avis favorables des 6 propriétaires publics et de la région et avis défavorable de la chambre d'agriculture et des Salins du Midi). Il a toutefois été demandé qu'une quatrième réunion avec la chambre d'agriculture ait lieu, afin de tenter une nouvelle fois de trouver un consensus. Ladite réunion a eu lieu le 21 novembre 2016 et malgré des discussions constructives n'a pas abouti à un consensus validé ensuite par le président de la chambre d'agriculture. En effet, celui-ci a estimé le nouveau périmètre proposé en séance encore trop important. M. Zavattoni et M. Villeneuve représentant la chambre d'agriculture ont bien précisé en début de la présente réunion que celle-ci était une réunion d'information technique et que la chambre d'agriculture ne donnerait pas de position officielle à cette occasion.

##### SYNTHESE DES ECHANGES

M. Zavattoni et M. Villeneuve ont réaffirmé la position de la chambre d'agriculture en début et en cours de réunion qui est que le projet de classement du site ne serait pas compatible avec une agriculture dynamique.

La DREAL et le Conseil de territoire ont expliqué aux agriculteurs présents l'origine de la demande, les fondements et les contours du périmètre qui sera proposé à l'enquête publique, pour le classement du site au titre de la loi du 2 mai 1930 (protection de ses paysages). Suite au questionnement de M. Pigaglio qui demandait pourquoi ses parcelles n'avaient pas été exclues du projet de classement contrairement à d'autres, il a notamment

été expliqué que certaines parcelles agricoles avaient été exclues car elles étaient peu ou pas perceptibles (Péricard et petite zone maraîchère au nord de la RD51). Ces zones représentent ce que l'on appelle des sous unités paysagères, délimitées sur la base de critères émanant d'une lecture du paysage. Valérie Normand a rappelé que le périmètre final serait examiné attentivement par le Conseil d'Etat, sur ces bases.

La DREAL et le Conseil de territoire ont ensuite développé les atouts qu'un projet de classement pourrait apporter au territoire et à ses acteurs:

- protection à long terme des terres et des domaines agricoles contre les projets d'urbanisation (au delà des alternances politiques qui peuvent modifier les PLU) et contre les projets d'infrastructures (routes, lignes aériennes etc.).
- pouvoir de police supplémentaire accordé aux maires (en sus de la police au titre du code l'urbanisme) et à l'Etat pour la protection du site contre les éventuelles agressions (constructions illégales, dépôts de terres ou d'inertes etc.).
- reconnaissance nationale du territoire pour la qualité de ses paysages au regard de son image industrielle.
- valorisation du site et de ses terroirs agricoles grâce à un rayonnement d'envergure nationale, avec d'éventuelles pistes en matière de développement de circuits courts. Mais d'autres modes de valorisation des productions non définis à ce jour, pourront tout à fait être envisagés, à condition d'être en adéquation avec l'esprit du site.
- éventuelles subventions qui pourraient être accordées par l'Etat pour la valorisation du site (plantations de haies, de vignobles ou d'oliviers).

La DREAL a précisé que même si chaque projet doit toujours faire l'objet d'un examen au cas par cas, certaines évidences pouvaient d'ores et déjà être affirmées. A part certaines interdictions strictes liées à la réglementation des sites classés (publicité, camping et nouvelles lignes aériennes), hormis la construction de nouvelles habitations ou de superstructures, tous les projets agricoles listés ci-dessous seront autorisés, car par nature ils participent à l'identité du paysage que l'on souhaite protéger. La majorité d'entre eux seront donc même encouragés lorsqu'ils sont en symbiose avec l'identité du site:

- l'extension de pâturages sur le pourtour de l'étang du Pourra (identité du site) ;
- la plantation de vignobles au sud du chemin qui ceinture l'étang du Pourra (identité du site);
- la plantation d'oliviers sur des restanques existantes ou à réhabiliter ou dans la zone agricole (identité du site);
- la mise en place de clôtures dites "clôtures à moutons" (extrêmement bien intégrées dans les paysages ruraux donc compatibles avec l'identité du site);
- l'éventuelle installation de serres traditionnelles (pas trop hautes ni trop étendues), pouvait être étudiée près des tunnels existants au nord du hameau de Plan Fossan.

M. Laurent a exprimé son regret que le site n'ait pas été classé plus tôt car celui-ci aurait entre autre permis de s'opposer au contournement routier qui va traverser plusieurs de ses parcelles.

En réponse aux questions des agriculteurs, qui ont expliqué certaines de leurs contraintes (notamment sur les droits de plantations et les délais nécessaires avant plantations de nouveaux ceps de vignes), la DREAL et le Conseil de territoire ont ensuite détaillé type de projet par type de projet, à quelles formalités administratives ils seraient assujettis:

-construction d'un hangar près du Mas de l'hôpital : dépôt d'un permis de construire réalisé par un architecte et fourniture du formulaire simplifié des incidences Natura 2000 à télécharger sur le site Internet de la DDTM. En amont du dépôt du dossier, avis et conseils de l'Architecte des bâtiments de France et de l'inspecteur des sites si demande de l'agriculteur. Le délais d'instruction avant délivrance de l'autorisation ministérielle est de 6 mois, puis 8 mois maximum pour le permis de construire.

-plantation de vignobles sur une parcelle anciennement occupée par des vignobles, y compris après une période de plusieurs années d'assolement en céréales: pas de demande d'autorisation.

**NB:** cet exemple est totalement différent du cas d'une plantation de vignobles ou d'oliviers sur une parcelle boisée, où un défrichement et l'intervention d'un paysagiste seraient nécessaires.

-plantation d'oliviers sur une parcelle anciennement occupée par des oliviers: pas de demande d'autorisation.

-rotation des cultures (changement d'assolement normal dans le cadre de productions maraîchères et / ou céréalières): pas de demande d'autorisation.

-pose d'une clôture: dépôt d'une déclaration préalable déjà obligatoire au titre du code de l'urbanisme (sans site classé), qui précise le type de clôture. En amont du dépôt du dossier, avis et conseils de l'Architecte des bâtiments de France et de l'inspecteur des sites si demande de l'agriculteur. Le délais d'instruction avant délivrance de l'autorisation préfectorale est de 2 mois maximum. Si urgence, possibilité de poser la clôture avant l'autorisation avec régularisation après.

NB: selon la configuration de l'aménagement à réaliser (existence ou non d'une clôture déjà présente sur le secteur), la pose d'un nouveau tronçon pourrait être considérée comme ne nécessitant pas d'autorisation (examen au cas par cas).

-construction de serres traditionnelles: dépôt d'un permis de construire réalisé par un architecte et fourniture du formulaire simplifié des incidences Natura 2000 à télécharger sur le site Internet de la DDTM. En amont du dépôt du dossier, avis et conseils de l'Architecte des bâtiments de France et de l'inspecteur des sites si demande de l'agriculteur. Le délais d'instruction avant délivrance de l'autorisation ministérielle est de 6 mois, puis 8 mois maximum pour le permis de construire.

-entretien courant de la végétation, des fossés et des bâtiments : pas de demande d'autorisation.

-coupes d'arbres: dépôt d'une déclaration préalable déjà obligatoire au titre du code de l'urbanisme si inscrits en Espaces boisés classés dans le PLU (sans site classé). En amont du dépôt du dossier, avis et conseils de l'inspecteur des sites si demande de l'agriculteur. Le délais d'instruction avant délivrance de l'autorisation préfectorale est de 2 mois maximum.

La DREAL a précisé qu'un plan de gestion devrait être réalisé avant le classement du site et que celui-ci devrait intégrer et développer tous les aménagements et toutes les cultures *a priori* possibles dans le site classé. Valérie Normand a proposé d'envoyer aux agriculteurs un exemple de demande d'autorisation pour un projet agricole (plantation de vignobles sur une zone naturelle défrichée) en cours d'instruction sur un autre site classé, dès que l'autorisation serait délivrée.